



NUMAD

2018



Direction la 7ème édition : Lycée en effervescence !

“Prendre ses responsabilités pour que les principes deviennent réalité”. Telle est la problématique du NUMAD 2018.

Nos ambassadeurs venus des quatre coins du monde, se réunissent autour des différentes commissions du 7 au 9 février. Les débats vont porter sur une possible évolution de l'ONU. En effet, jusqu'à présent, l'ONU possédait essentiellement un pouvoir consultatif. Elle fait des propositions mais ne peut forcer les États à les appliquer. Faudrait-il alors lui conférer un pouvoir exécutif ? Les obstacles potentiels : ingérences et possibles conflits mondiaux. Un sacré défi à relever !



jri_madrid



numadLFM
jri.madrid



numad2018



jrimadrid



JRI Madrid



JRI Madrid

Faut-il donner un pouvoir exécutif à l'Assemblée générale de l'ONU ?

Qui ne connaît pas l'ONU? Les Nations unies ont été créées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 24 octobre 1945, dans le but d'empêcher un nouveau conflit international. En effet, l'ONU a toujours été un simple médiateur. Jouant le rôle d'arbitre pour maintenir la paix, elle privilégie la diplomatie.

Face aux crises économiques, problèmes sociaux et enjeux écologiques, l'idée de donner un pouvoir exécutif aux Nations Unies serait d'actualité. Quel paradoxe ! Depuis sa création, l'ONU cherche le respect et la prévention, sans toucher à la souveraineté nationale. Face à tous les problèmes actuels, un doute émerge :

Faut-il donner un pouvoir exécutif à l'Assemblée générale de l'ONU ?



Le pouvoir exécutif consiste à mettre en oeuvre des lois. La seule commission possédant un pouvoir similaire est le Conseil de sécurité; tout débat proposé par les États nécessitant une action de la part de l'Organisation est renvoyé au Conseil de sécurité. 15 États sur 193 composent le Conseil. Parmi eux, 5 membres jouissent du droit de veto. Depuis quelques temps, face à ce contexte si difficile, s'interroger sur l'éventuelle utilité d'un pouvoir exécutif plus ample est primordial. Il semble nécessaire de revoir les mécanismes des Nations unies, afin qu'elles soient plus efficaces et participatives. Bien que les principaux objectifs de l'Assemblée soient de développer la coopération internationale dans le domaine politique (droit international) et dans le domaine social (les droits de l'homme) il y a de nombreuses exceptions. Par exemple, de nos jours, la Russie grâce à son veto, bloque toute intervention nécessaire de L'ONU en Syrie.

Le problème est posé : L'endroit où le plus d'États sont représentés est celui qui a le moins de pouvoir.

Max Medrano, Marcos Muyo

Les océans se meurent !



Les océans crient à l'aide ! Telle est l'alerte lancée par la commission Environnement. Parviendra-t-elle à faire signer une convention internationale avec cet objectif ?

L'océan possède d'immenses ressources : nourriture, énergies fossiles et renouvelables, matières premières, espèces animales, surface à coloniser. Très attractif pour le tourisme et le transport commercial, il est aussi un indispensable régulateur environnemental.

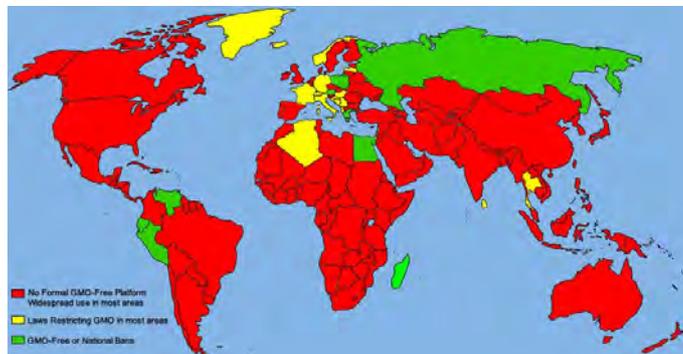
Et pourtant... Connaissez-vous le septième continent, cette île de plastiques, cinq fois plus grande que la France ?

L'homme est un requin pour l'océan : transport maritime, tourisme, surpêche, marées noires, exploitation minière... sont responsables de la disparition de nombreuses espèces.

La destruction des océans est pourtant une menace pour l'humanité. En effet, depuis la Convention des Nations Unies de 1982, tout le monde en bénéficie. Mais chacun est donc à la fois coupable et victime de sa destruction. Ainsi, il est nécessaire d'agir ensemble pour le protéger. Tel est le défi à réaliser.

Aziliz Bucas, Marta Díaz, Christian Lopez

GMOs, saviors or destroyers ?



We live in a world that constantly evolves throughout culture, science, and human interactions. Genetic modification, also called GM, subsumes these three aspects. GM consists in modifying a living being's DNA, therefore altering their physical features. GMOs (Genetically Modified Organism) , are present as of 2014, in 73 countries.

With the discovery of CRISPR (Clustered Regularly Interspaced Short Palindromic Repeats) which is a biological system for altering DNA also known as gene editing, has the potential to change the lives of everyone and everything on the planet. The alteration of the gene pool may cure most of the diseases in the world but could also distort nature by modifying its aspect (e.g document on tomatoes below).

The Health Committee objective is to find solutions to regulate the use of genetic modifications respecting the norms of coexistence between everyone.

Chiara Maroli, Robin Allix

Mais qui dirige le monde ?



Nestlé, Coca-cola ou Danone : qui ne connaît pas ces multinationales?

En 2009 beaucoup d'entre elles enregistrent des chiffres records: une production de près de 4 000 milliards de dollars avec plus de 25 millions de salariés.

Des ouvriers substitués par des machines, obligent les fermiers à travailler pour ces grandes firmes. Elles achètent leurs terres à des prix misérables qui ne leur permettent pas une qualité de vie suffisante, les travailleurs se retrouvent sans rien... Qui ne connaît pas ces injustices ?

On préfère fermer les yeux. Il est clair que ces entreprises privilégient le bénéfice économique au détriment de l'éthique.

De plus, ces grandes entreprises avec toutes leurs usines réparties dans le monde sont un danger pour l'environnement. Elles polluent les eaux et les sols, accentuent la déforestation, ainsi que l'impact sur la faune. Ce qui provoque des maladies et la fin de la diversification des cultures.

Pour changer la donne, il est temps de promouvoir une agriculture durable, donner plus d'informations sanitaires pour aider les consommateurs dans les choix de leur alimentation, inciter les grandes firmes à se responsabiliser ... Et de cette façon nous pourrions concilier productivité, protection des agriculteurs et l'environnement !

Sara De Lalande, Carla Castell

La Mondialisation ou le grand méchant loup du XXIème siècle

Il était une fois, sur la toute petite planète Terre, un étrange mal, celui de “la Mondialisation” qui effaçait sans scrupules les cultures des différents pays. Dépouillés de leurs traditions et pris d'assaut par les médias, les peuples étaient charmés. Sur leurs terres germaient de mauvaises herbes telles que les champignons mondialement connus sous le nom de FTN (Firmes TransNationales) comme McDonald.

Effrayante histoire ? Si c'était vrai ? Que dites-vous de ces géants ainsi que de leur impact sur le monde : USA, Chine, Russie, Inde etc ?

Certains, naïfs ou savants, prennent néanmoins le parti d'une cohabitation entre les nations. C'est le cas de l'indien Arjun Appadurai.

Mais le cauchemar, au-delà de ces utopistes est bien réel, et vous n'avez même pas à sortir de votre grotte (il suffit d'allumer votre télé) pour le voir. Et oui, la peur de la perte d'identité existe réellement et les problèmes tels que celui de l'indépendance de la Catalogne ne sont que des exemples précis d'une réaffirmation culturelle et nationale.



Arjun Appadurai, anthropologue de la globalisation

Voici donc la phrase savante du jour : « Si la diversité culturelle est la nouvelle frontière de la mondialisation, la cohabitation culturelle en est le chantier ».

Nathalie Maroto, Malo Le Borgne

L'élection de l'autodétermination



La Catalogne, le Québec et les Kurdes du nord de l'Irak : quel est leur point commun? L'autodétermination. C'est l'action de choisir librement sa position internationale et son organisation politique et administrative. Il s'agit d'un droit international que les peuples peuvent revendiquer sans aucune peur des conséquences.

Le Québec exige sa libération avec l'argument de l'oppression du “colonialisme canadien”. Malgré les efforts des indépendantistes, le Québec est toujours un peuple dépendant. En parallèle, la Catalogne et les Kurdes du nord de l'Irak ont mené leur proposition un peu plus loin. Les nationalistes kurdes estiment qu'ils doivent être reconnus sur le plan international, ils ont donc convoqué une votation, une très forte majorité est en faveur de la liberté de sa région. D'autre part, en Catalogne un référendum a été convoqué en faveur de l'indépendance. Tous ces essais ont provoqué de la polémique causant la division des pays affectés.

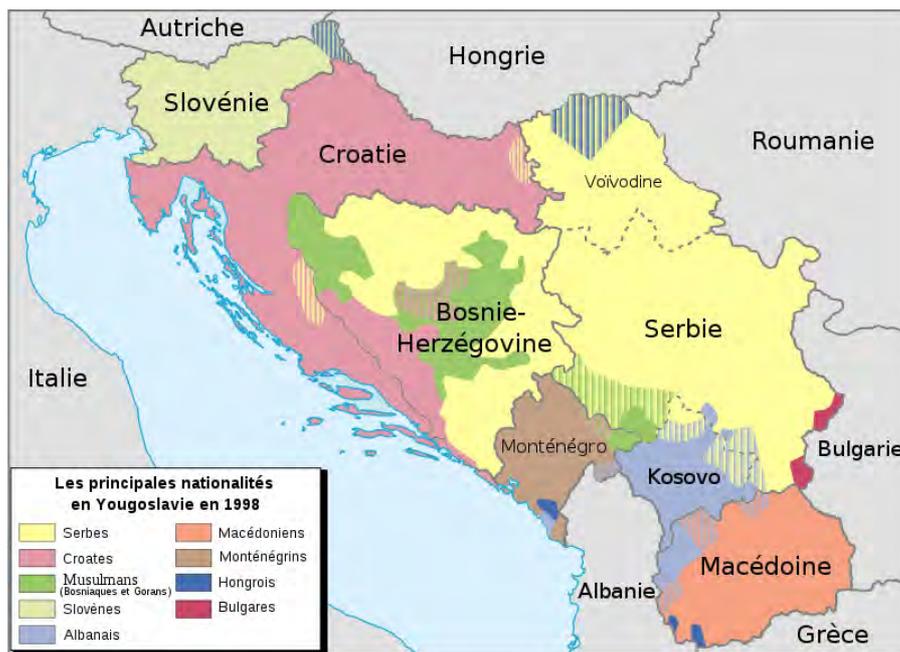
Ceci nous montre que de nombreux enjeux apparaissent lors de la mise en place de l'autodétermination : L'économie, la politique, le sentiment nationaliste et patriotique et, finalement, la liberté.

Chloé Palomino, Claudia Villanueva

Grande effervescence au conseil de sécurité historique

Les casques bleus doivent-ils intervenir en Yougoslavie ? Telle est la question cruciale posée à l'ONU en 1998. Aujourd'hui, le Numad recrée la situation géopolitique de l'époque et réexamine ce cas.

Suivons leur exemple et remettons-nous dans ce contexte. En 1912 commencent les guerres balkaniques, qui opposent la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro à l'Empire Ottoman. En 1913 est signé le traité de Londres qui règle le conflit. Cet accord attribue le Kosovo, région musulmane dudit Empire, à la Serbie et en crée un nouvel État : l'Albanie, également musulmane. En 1918, ces pays sont regroupés pour ne former qu'un État : la Yougoslavie, un régime dictatorial. Il sera aboli en 1941 par Tito, politicien communiste, qui réussira à préserver la paix malgré les différences ethniques et religieuses. Mais, à sa mort en 1980, la Yougoslavie devient ingouvernable : les communautés qui la composent sont rivales et réclament leur émancipation. Le Kosovo déclare alors son indépendance à la Serbie. Serbes et Albanais qui composent son peuple, s'affrontent. Les autorités Serbes persécutent la population albanaise sous prétexte d'une "épuration ethnique".



Carte représentant la situation géopolitique et ethnique de la Yougoslavie.

L'ONU doit réagir. Faut-il intervenir dans ce conflit ? L'Organisation est partagée. Il est nécessaire d'examiner le conflit point par point, en partant de ses origines. L'enjeu est de taille : apporter la paix à ces nations.

Leïla Van Ingen, Bérénice Moulard

La inmigración: ¿Problema o solución?

El término “refugiado” nació durante la guerra de Vietnam. Estas personas no tienen más remedio que buscar seguridad y mejores condiciones de vida en otros países. Las causas de estas peregrinaciones son diversas; causas políticas, climáticas... Un gran número de estos inmigrantes mueren en el camino, debido a las pésimas condiciones del viaje. Muchas no llegan a su destino y ven su sueño esfumarse. Las razones son; esencialmente los naufragios, o la falta de hidratación...



Quienes llegan a su destino se encuentran con diversos problemas, entre ellos la solicitud de asilo; generalmente rechazada por los gobiernos. Algunos tienen exámenes de admisión muy complicados. La última ola de refugiados procedente de Siria ha conseguido que Europa cierre en parte sus fronteras. Finalmente, surge otro tipo de migración: la migración voluntaria.

Los denominados expatriados buscan una educación óptima o un trabajo mejor remunerado o cualificado. Es la célebre fuga de cerebros, que beneficia al país receptor.

Pese a que la inmigración puede llevar con ella problemas económicos, falta de alojamiento, o otros, esta también trae con ella factores positivos como profesionales cualificados que pueden generar riqueza.

Cayetana Gutiérrez, Pablo Castán, Pedro García

